

Annexe 7.1 : Contexte agricole régional, départemental et communal

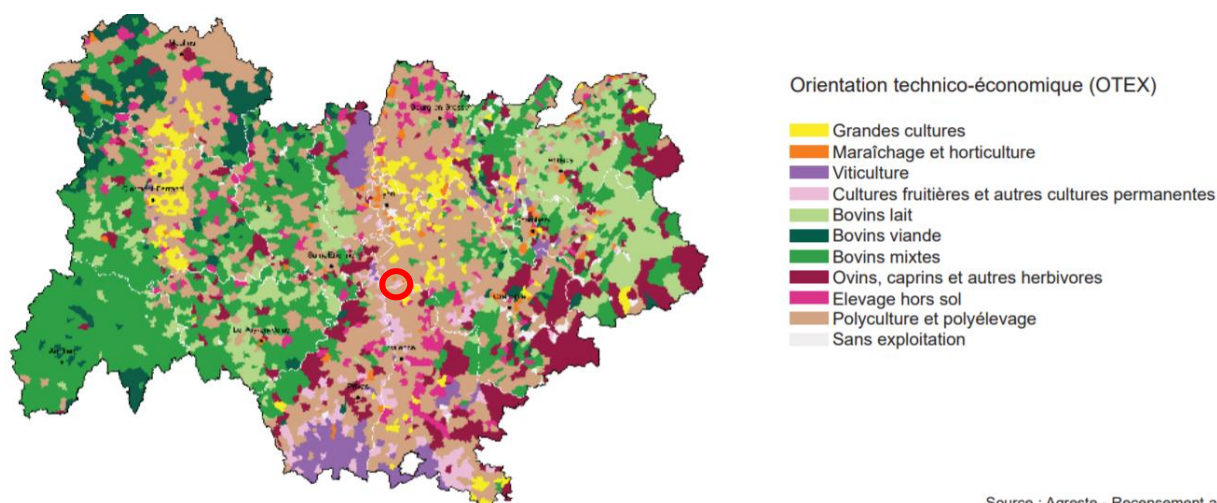
I. L'agriculture à l'échelle régionale et départementale

L'ensemble des informations ci-dessous provient des publications d'AGRESTE (recensement agricole 2000 – 2010)

1. Les exploitations agricoles en Auvergne-Rhône-Alpes

L'évolution de la structure des exploitations										
(ensemble des exploitations)	Auvergne-Rhône-Alpes						France métropolitaine			
	2000	2010	2019	2020 estimé	évolution annuelle 2000-2010	évolution annuelle 2010-2020	2019	2020 estimé	évolution annuelle 2000-2010	évolution annuelle 2010-2020
Nombre d'exploitations agricoles	86 909	62 694	50 548	49 570	-3,2%	-2,3%	416 200	409 700	-3,0%	-1,8%
dont moyennes et grandes	44 775	35 740	30 080	29 590	-2,2%	-1,9%	274 600	270 500	-2,1%	-1,4%
Nombre d'exploitations en GAEC ou sociétés	11 499	13 339	14 769	14 880	1,5%	1,1%	157 800	157 700	1,7%	0,5%
Nombre d'exploitations employant des salariés permanents	5 635	5 797	6 801	6 950	0,3%	1,8%	78 100	77 600	-0,4%	0,2%
Sources : Recensements agricoles et bilan annuel de l'emploi agricole - édition 2021										
L'évolution de l'orientation technico-économique* des exploitations										
(ensemble des exploitations)	Auvergne-Rhône-Alpes						France métropolitaine			
	2000	2010	2019	2020 estimé	évolution annuelle 2000-2010	évolution annuelle 2010-2020	2019	2020 estimé	évolution annuelle 2000-2010	évolution annuelle 2010-2019
Céréales et oléagineux	7 145	6 553	4 637	4 460	-0,9%	-3,8%	69 706	68 280	-0,4%	-2,1%
Autres grandes cultures	3 362	3 080	2 509	2 470	-0,9%	-2,2%	30 568	30 320	-0,9%	-1,2%
Fleurs et horticulture diverse	1 319	1 023	990	1 000	-2,5%	-0,2%	8 139	8 270	-3,2%	-0,2%
Viticulture	7 820	5 304	4 151	4 060	-3,8%	-2,6%	58 498	57 450	-3,3%	-2,0%
Fruits et autres cultures permanentes	5 248	3 711	3 090	3 060	-3,4%	-1,9%	16 930	17 000	-2,6%	-0,9%
Bovins lait	14 621	9 821	7 368	7 130	-3,9%	-3,2%	39 697	38 470	-4,1%	-2,6%
Bovins viande	13 471	11 372	9 277	9 100	-1,7%	-2,2%	47 197	46 000	-2,9%	-2,5%
Bovins mixte	3 940	2 445	1 838	1 780	-4,7%	-3,1%	8 478	8 200	-4,9%	-2,7%
Ovins et caprins	6 151	4 384	3 793	3 740	-3,3%	-1,6%	26 818	26 600	-3,5%	-1,4%
Autres herbivores	6 172	4 259	3 687	3 680	-3,6%	-1,5%	23 525	23 420	-4,0%	-0,9%
Volailles	1 583	1 372	1 276	1 280	-1,4%	-0,7%	13 617	13 520	-1,1%	-0,9%
Polyculture, polyélevage	13 189	7 459	6 279	6 190	-5,5%	-1,8%	54 489	53 930	-4,8%	-1,3%
* La taille et l'orientation technico-économique des exploitations sont déterminées à partir de la production brute standard (PBS). Celle-ci est valorisée à partir de coefficients résultant des valeurs moyennes des rendements et des prix.										
Sources : Recensements agricoles et bilan annuel de l'emploi agricole - édition 2021										

Evolution de la structure et de l'activité des exploitations agricoles entre 2000 et 2010



Source : Agreste - Recensement agricole 2010

Carte des orientations technico-économique (OTEX)

2. Un recul du nombre d'exploitations, mais un secteur d'activité présent dans la quasi-totalité des communes

En 2010, on recense 6 302 exploitations en Isère, soit environ 10 % de la part régionale. Bien que présentes dans la majorité des communes iséroises, leur nombre diminue d'année en année. 10 ans plus tôt, elles étaient encore 8 808 (soit une baisse de 28 %).

Cette diminution du nombre d'exploitations reste cependant dans la moyenne de la région Auvergne Rhône Alpes. 3,3 % des exploitations disparaissent chaque année depuis 2000 en Isère, 3,2 % en Auvergne Rhône Alpes. La baisse du nombre des exploitations est un phénomène qui touche tous les départements de la région, et plus particulièrement la Haute-Savoie (-4,8 %) et la Savoie (-4,4 %).

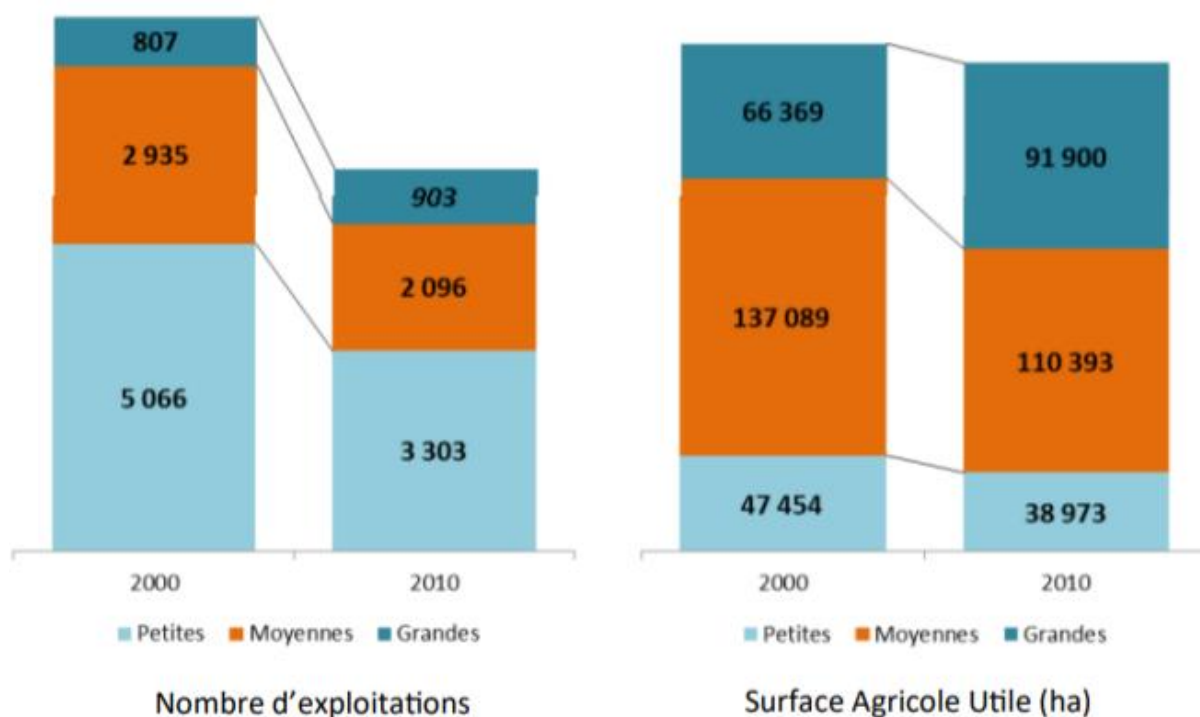
Les surfaces agricoles utiles des exploitations diminuent, elles aussi, mais avec un rythme moins élevé (-0,4 % par année depuis 10 ans).

Cette tendance se poursuit : 4 241 exploitants ont fait une déclaration PAC en 2019. Bien que représentant une baisse marquée, il ne s'agit pas seulement de disparitions, les regroupements étant fréquents (notamment en GAEC).

Il y a donc moins d'exploitations, mais celles qui subsistent sont plus grandes. Le nombre de petites exploitations baisse de 35 % et de 29 % pour les moyennes, et augmente de 12 % pour les grandes. Bien que représentant un peu plus de la moitié des exploitations du département, les petites exploitations n'occupent que 16 % de la surface agricole, quand les grandes exploitations détiennent 38 % de la SAU, 12 % de plus qu'en 2000.

Nombre et SAU des exploitations selon leur taille

Source: AGRESTE 2000 - 2010



Nombre et SAU des exploitations
(Source : Agreste – RGA 2010)

Le statut des exploitations en 2010

(effectif)	Ain	Ardèche	Drôme	Isère	Loire	Rhône	Savoie	Haute-Savoie	Rhône-Alpes	France
Individuelle	2 980	4 092	5 070	5 328	4 535	4 744	2 267	2 207	31 223	339 872
GAEC	461	261	187	393	590	413	204	461	2 970	36 784
EARL	436	242	809	381	402	504	166	254	3 194	78 610
Autres formes	217	118	329	200	174	287	110	198	1 633	34 711
Total	4 094	4 713	6 395	6 302	5 701	5 948	2 747	3 120	39 020	489 977

Source : Agreste - Recensement agricole 2010

Le statut des exploitations en 2010
(source : Agreste – RA 2010)

3. Des productions très diversifiées (Agreste)

- L'agriculture la plus diversifiée de la région

Un des atouts de l'agriculture iséroise est la pluralité de ses productions. On retrouve cette diversité, à la fois entre les exploitations mais aussi à l'intérieur de celles-ci.

En effet, les exploitations dites en « Polyculture, Polyélevage » représentent 1 exploitation sur 5, soit 1 312 exploitations : aucune production de l'exploitation n'est en effet assez prépondérante pour que l'exploitation soit « spécialisée ». La production brute standard de ces exploitations en polyculture, polyélevage est la plus élevée du département avec environ 67 millions d'euros, soit 21 % de la PBS départementale, signe de leur importance dans l'économie agricole iséroise. Cependant, entre 2000 et 2010, le nombre de ces exploitations a diminué de 46 % et celles-ci ont perdu 19 % de leur SAU.

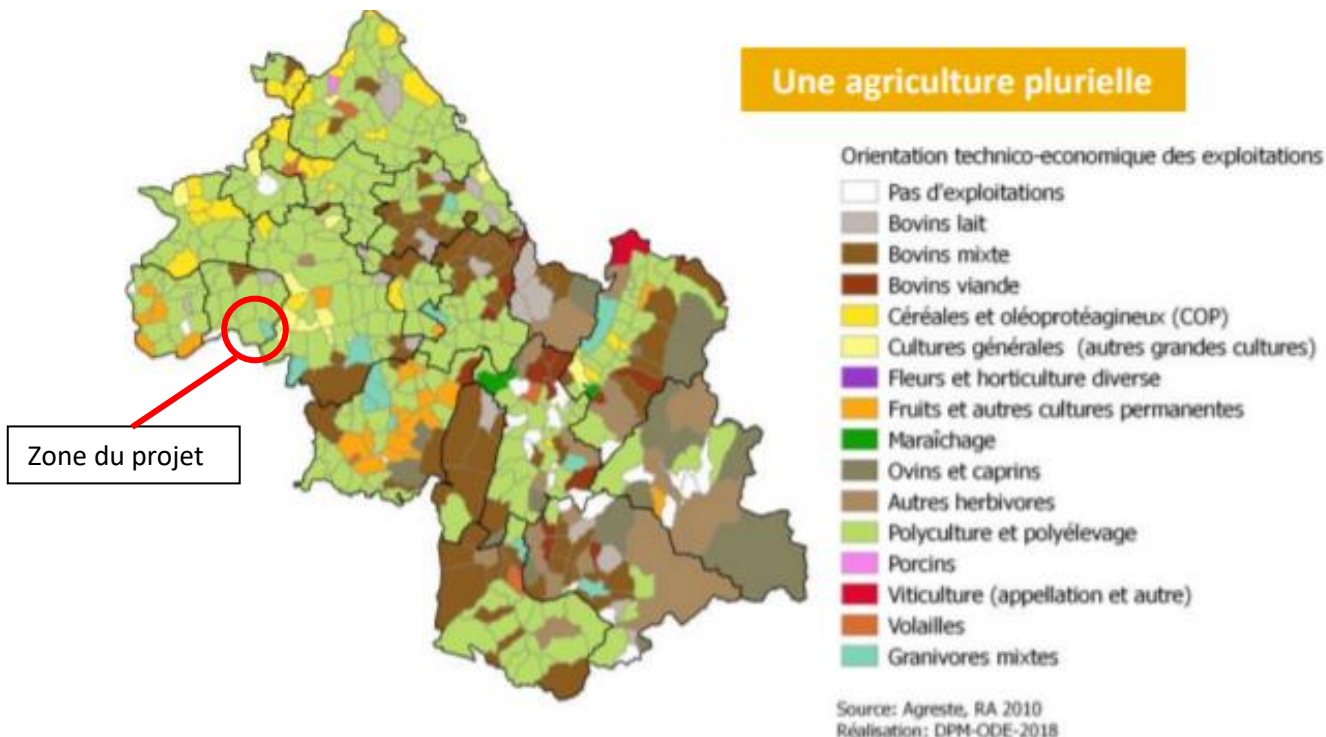
- L'élevage, une des activités phares du département

2 exploitations sur 5 sont spécialisées dans les pratiques d'élevage (6 sur 10 avec celles en polyculture-polyélevage). L'élevage bovins viande est majoritaire avec 580 exploitations, devant l'élevage bovins lait et ses 531 exploitations. Au total, les pratiques d'élevage des bovins occupent 1/3 de la SAU départementale.

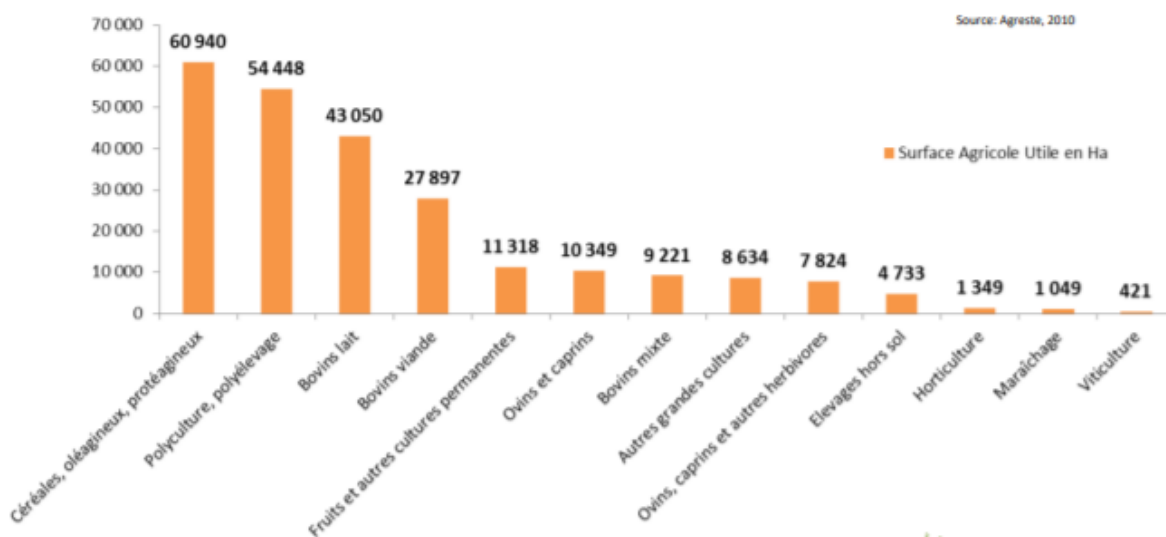
Le nombre des exploitations spécialisées dans le bovins lait diminue de 5 % tous les ans depuis 2000 et de 1 % pour la SAU. Cependant l'élevage laitier reste important pour l'économie agricole du département. Avec près de 59 millions d'euros de PBS, l'élevage laitier participe à 18 % de la PBS départementale. A titre de comparaison, les exploitations spécialisées en bovins viande, avec presque le même nombre d'exploitations, ne participent qu'à 6 % du PBS départementale.

Le nombre d'exploitations spécialisées en bovins viande est en diminution (-1,5 %), la SAU quant à elle augmente de 1,4 %. On assiste donc à une concentration des exploitations, avec moins d'exploitations mais plus de têtes de bétail par agriculteur (43 têtes par exploitation en 2000 contre 64 en 2010).

L'élevage d'ovins et caprins, très présent dans la partie sud, sud-ouest du département, représente 12 % des exploitations et 8 % de la SAU. Comme pour l'élevage bovins viande, le nombre des exploitations a diminué depuis 2000 de 3,4 % chaque année, quand la SAU a augmenté de 0,4 %. On assiste là aussi à une concentration des exploitations. (29 têtes par exploitation en 2000 contre 44 en 2010).



Orientation technico-économique des exploitations de l'Isère



Répartition de la surface agricole utile par type de production

4. Les productions en légumes et en fruits

Les données tirées de la Statistique Agricole Annuelle montrent la diversité des productions iséroises. Trois indicateurs sont définis : le volume exprimé en tonnes, la superficie développée exprimée en ha et le rendement qui est le rapport entre le volume et la superficie s'exprimant en tonnes par hectare.

En observant les volumes, ce sont les productions céréalières (blé, maïs grain et maïs semence, orge, avoine, ...) qui arrivent en tête avec 549 815 tonnes produites en 2017, suivies par les oléagineux (colza, tournesol, soja, ...) avec 64 162 tonnes. Ces deux types de production ont un rendement dans la moyenne nationale (7,7 t/ha pour les céréales et 3,5 t/ha pour les oléagineux). Les cultures céréalières ont un poids important dans les volumes de production iséroise et celles-ci sont très consommatrices d'espace, avec 90 234 ha soit 37,4 % de la SAU départementale.

Les cultures des « légumes cultivés pour le fruit » (tomate, cucurbitacée, fraise) et des « racines, bulbes et tubercules » (carotte, céleri rave, oignon et échalote, navet potager, radis) ne représentent que 0,3 % de la SAU départementale mais le rendement associé à ces cultures est très performant avec 30 tonnes à l'hectare pour le premier et 21 tonnes à l'hectare pour le second.

Type de production	 Maïs	 Blé	 Pommes	 Noix	 Tomates	 Salades	 Pommes de terre	 Carottes	 Haricots
Volume	266 857 t	184 877 t	23 060 t	11 200 t	5 125 t	4 937 t	4 569 t	1 050 t	200 t
Rendement	9,8 t/ha	6,7 t/ha	28,8 t/ha	1,6 t/ha	113,9 t/ha	23,5 t/ha	18,5 t/ha	35 t/ha	9,5 t/ha

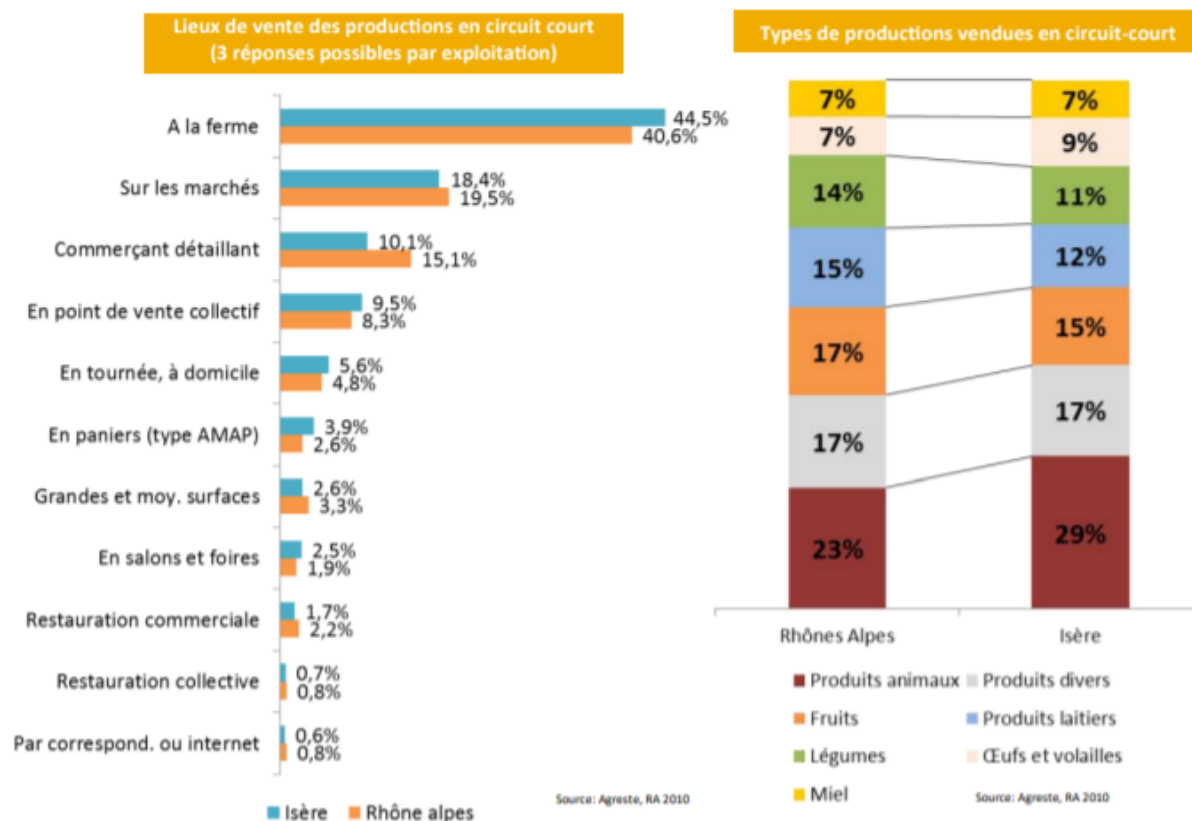
Source : SAA, 2017

Quelques exemples de productions et de rendement

5. La commercialisation des produits

Les 1 250 000 habitants en Isère et 1 307 000 habitants dans la Métropole Lyonnaise constituent un bassin conséquent de consommateurs. Les nouvelles pratiques alimentaires conduisent beaucoup de consommateurs à orienter leurs achats vers des produits de qualité, de proximité, d'origine connue, de saison...

Face à ce fort potentiel de consommation locale, les exploitations agricoles de l'Isère, moins compétitives sur les marchés nationaux et internationaux du fait de leur faible taille ou de leur situation en zones de piémont et montagnes, ont développé des modes de production et de commercialisation garants de meilleurs revenus : diversification des productions, vente directe et circuits courts, mentions valorisantes (« produits fermiers », « produits de montagnes ») et labels de qualité (Agriculture Biologique, AOP, IGP...).



Modes de commercialisation des exploitations et productions en circuit court

II. L'agriculture sur la commune de Beaurepaire

D'après le projet de diagnostic communal réalisé dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme (PLU),
« L'agriculture constitue aujourd'hui une activité économique majeure, source d'une forte valorisation dans laquelle les circuits courts se renforcent ».

1. Données générales

La commune de Beaurepaire s'étend sur 18,46 km². La Superficie Agricole Utilisée (SAU) représente 2 180 ha, soit 59.1 % de la superficie totale de la commune, d'après le Recensement Général Agricole (RGA) de 2010.

Malgré la baisse régulière des exploitations, l'agriculture reste sur Beaurepaire une activité encore importante. 1 N 1 Selon les résultats du Recensement Agricole de 2010, on dénombre 37 exploitations sur la commune..

Ces sièges d'exploitation sont principalement situés sur le plateau, et notamment autour du hameau du Poulet. Ces dernières années, un certain renouvellement s'organise au niveau des exploitations agricoles.

La SAU (Superficie Agricole Utilisée) couvre 1 117 ha, soit l'équivalent de 60 % de la superficie de la commune. La production agricole reste assez diversifiée : aux systèmes traditionnels de grandes cultures (maïs semences, tabac, fruits et petits fruits ...) viennent se rajouter d'autres productions spécialisées nouvelles comme le maraîchage. La zone agricole irriguée est importante et constitue pour de nombreuses exploitations « une base économique vitale » permettant de développer des cultures spécialisées (tabac, semences, arboriculture, maraîchage).

La majorité des exploitants agricoles de la commune a entre 40 et 60 ans en 2010, proportion plus forte que dans le reste du département. À l'heure actuelle, la grande majorité des exploitations du territoire (75 %) sont pérennes dans les 10 années à venir (stabilité économique ou développement de l'exploitation, reprise assurée...).

2. L'avenir de l'activité agricole

Le projet de PLU de la commune de Beaurepaire présente les enjeux suivants pour le secteur agricole dans les années à venir :

- Le maintien du potentiel de production qui sur le territoire communal constitue une base de l'économie locale ;
- La fonction d'entretien et de valorisation du paysage ;
- La valorisation de la production agricole locale en lien avec le développement des circuits courts et les débouchés touristiques ;

L'agriculture reste donc un secteur identifié comme prioritaire à l'échelle communale pour les années à venir. Au niveau des orientations technico-économiques des exploitations agricoles, la diversification des activités reste un atout majeur pour la commune. De nouveaux modes de commercialisation ont émergé sur le territoire, et seront consolidés dans le futur. Il s'agit notamment de la vente directe, permettant aux exploitations de petite ou moyenne taille de vendre leur production à meilleur prix, et aux consommateurs de bénéficier de prix et d'une qualité de produits intéressante. Le maraîchage se prête bien à ce mode de commercialisation et offre de nouvelles perspectives afin de permettre à l'agriculture de Beaurepaire d'être pérenne dans le temps et viable économiquement.



Synthèse



L'agriculture est bien présente sur la commune de Beaurepaire, et bénéficie d'un dynamisme qui tranche avec l'évolution départementale et nationale. Afin de pérenniser les activités, des mutations sont en cours afin de s'adapter aux attentes du consommateur et à la concurrence internationale. Dans ce contexte, les activités de maraîchage et d'arboriculture ont un avenir certain, surtout dans une dynamique de circuits courts. Ces activités permettent de maintenir l'activité agricole locale et la vie du territoire, puisqu'elles occupent peu de surface au sol et génèrent des emplois, notamment saisonniers, qui sont non négligeables en termes économiques et de gestion du territoire. L'enjeu pour l'agriculture de Beaurepaire sera la transmission des exploitations existantes aux générations futures.